

ment, personne autre que le premier ministre ne peut diriger le Gouvernement; et si on lui trouvait un remplaçant, le pays ne voudrait pas consacrer tout le temps nécessaire à effectuer le changement de chef.

Au fait, je suis porté à prédire que, s'il faut en croire l'opinion renseignée qui a cours ces jours-ci au sujet de la durée probable de la guerre en Europe, le terme du Parlement, selon toute probabilité, sera prolongé et non abrégé par une dissolution prochaine.

L'honorable M. BALLANTYNE: La déclaration de l'honorable sénateur est très importante. Je suppose qu'elle est autorisée.

L'honorable M. LAMBERT: J'exprime ici ma propre opinion et je vais l'étayer sur les autres considérations que voici. Il est indéniable, je crois, que l'un des effets de la présente crise chez nous a été de faire disparaître de l'esprit de nos gens la pensée d'élections générales en temps de guerre. Nonobstant tout ce que le premier ministre a pu déclarer dans le sens contraire j'espère qu'il n'hésitera pas, au besoin, à prolonger la durée de la législature jusqu'après la guerre.

L'honorable M. HAIG: Même en dépit de sa promesse?

L'honorable M. LAMBERT: Je dis en dépit de tout ce qu'il a affirmé en sens contraire, et j'espère qu'au besoin il n'hésitera pas à prolonger la durée de la législature. Je ne pense pas qu'il ait jusqu'ici dit quoi que ce soit de nature à l'empêcher de prendre cette attitude.

L'honorable M. BALLANTYNE: Oh, oui, il a dit quelque chose.

L'honorable M. HAIG: Il a dit qu'il ne la prolongerait pas.

L'honorable M. LAMBERT: J'exprime ma propre opinion. Je parle pour moi seul.

L'honorable M. BLACK: Tout cela fait bien des souhaits.

L'honorable M. LAMBERT: Il me semble qu'à l'heure actuelle, une seule chose s'impose et elle peut trouver son expression dans le domaine militaire et dans le domaine humanitaire, c'est l'envoi de renforts à nos armées outre-mer immédiatement, soit en temps voulu pour être utiles à nos hommes sur la ligne de feu; en temps voulu aussi, pour épargner aux Canadiens qui sont au pays la honte inexprimable de n'avoir pas su appuyer leurs armées d'outre-mer à l'heure critique, — manquement qui, à mon avis, ferait gravement pâlir l'éclat que projette l'effort de guerre que notre pays a fourni jusqu'ici et abaisserait considérablement notre statut national aux yeux des Nations Unies.

Pour ce qui est de la question de l'unité nationale dont on a parlé si souvent et que nous avons tant à cœur de ce temps-ci, j'ai fait connaître, et bien clairement, mon attitude à ce sujet lors de la discussion dans cette enceinte de l'amendement à la loi sur la mobilisation des ressources nationales. Qu'il suffise de dire ici que quiconque chercherait à introduire dans cette question l'idée d'animosité de races ou de provinces ne contribuerait certainement pas à la solution du problème. Je crois sincèrement, cependant, que la cause de la patrie au Canada est à un haut degré en jeu dans la question qui nous occupe. Si nous faillissons à notre devoir d'appuyer les hommes de diverses origines qui composent notre armée d'outre-mer et qui nous ont donné un si bel exemple d'unité canadienne nous aurons contribué dans une large mesure à créer des germes de discorde entre les générations qui viendront après nous.

A titre de représentant d'Ottawa au Sénat et aussi parce que je connais intimement une de nos vaillantes unités d'outre-mer, — les Cameron Highlanders of Ottawa, — je voudrais qu'on me permette de citer ici au moins un exemple d'unité nationale. Ce bataillon est composé d'hommes de langue anglaise et de langue française venant de la région et des districts environnants et elle est en service sur le front ouest d'Europe où elle se distingue depuis le jour de l'invasion. Dans une lettre qu'il m'écrivait l'autre jour, un jeune lieutenant des Camerons décrivait avec fierté les hommes de son peloton qui tous viennent du quartier d'Ottawa que l'on appelle la "basse-ville", et disait d'eux qu'ils sont les "plus vigoureux combattants de tout notre bataillon". Il ajoutait qu'il en a toujours été ainsi depuis le premier jour de la mêlée. Si je rapporte ce détail, c'est uniquement pour bien faire comprendre aux honorables sénateurs qu'il n'existe pas de question ou de problème d'unité nationale pour ces Canadiens qui livrent la bataille à l'Allemagne. Je suis donc d'avis que c'est pour nous un devoir suprême de les appuyer de toutes nos forces.

Encore un mot et je termine. Sans tenir compte de l'étendue de l'effort de guerre du Canada jusqu'ici, y compris tout ce que nous avons fourni en hommes et en richesses, tout ce que nous avons accumulé de dettes et d'impôts pour des années à venir, notre tâche n'est pas encore terminée. Or, tout comme la chaîne n'est jamais plus forte que le plus faible des chaînons qui la composent, ainsi notre contribution à la présente guerre ne sera pas plus imposante que la complète réalisation, par tous les moyens à notre disposition, de l'engagement contracté par notre pays.